



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRETE INTERPREFECTORAL N° BCTE 2026/27 du 8 avril 2026
COMPLÉTANT ET MODIFIANT L'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE INSTALLATION DE
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE MÉCANIQUE DU VENT DE LA
SOCIÉTÉ «BORALEX REPOWERING ALLY MERCOEUR» S.A.S
SUR LES COMMUNES D'ALLY (43), DE SAINT-AUSTREMOINE (43) ET DE RAGEADE (15).**

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Le Préfet du Cantal,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la défense ;

VU le code du patrimoine ;

VU la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ;

VU le décret du président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAÏ en qualité de secrétaire général de la Préfecture du Cantal ;

VU le décret du président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU le décret du président de la République du 23 octobre 2024 portant nomination de M. Philippe LOOS, préfet du Cantal ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°2026-73 du 23 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAÏ, secrétaire général de la Préfecture du Cantal, sous-préfet d'Aurillac ;

VU l'arrêté du 20 février 1974 portant délimitation des zones de montagne ;

VU l'arrêté du 6 septembre 1985 délimitant la zone de montagne en France métropolitaine ;

VU le Règlement National d'Urbanisme actuellement en vigueur sur les communes d'Ally, de Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 relatif aux règles d'implantation des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par rapport aux enjeux de sécurité aéronautique ;

VU l'arrêté du 23 avril 2018 modifié relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° BCTE/2023-24 du 24 février 2023 autorisant l'exploitation de 7 éoliennes et de 2 postes de livraison par la société SARL BORALEX CHAZOTTE RAGEADE ;

VU l'arrêté interpréfectoral n° BCTE/2024-104 du 23 août 2024 transférant le bénéfice de l'arrêté d'autorisation du 24 février 2023 à la société BORALEX VERSEILLES SAS ;

VU l'arrêté interpréfectoral N° BCTE/2025-105 du 15 octobre 2025 portant prorogation de la durée de validité de l'autorisation unique d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent par la société BORALEX VERSEILLES SAS ;

VU le dossier de porter à connaissance présenté le 23 août 2024 par la société BORALEX VERSEILLES SAS dont le siège social est situé au 71, rue Jean Jaurès – 62575 BLENDECQUES, en vue de modifier les conditions d'exploiter et notamment le gabarit des aérogénérateurs ainsi que leur puissance ;

VU les compléments apportés au porter à connaissance initial le 31 juillet 2025 ;

VU les pièces du dossier produites à l'appui de cette demande ;

VU l'avis favorable du ministre des Armées en date du 14 février 2025 ;

VU l'avis favorable de la direction générale de l'aviation civile en date du 4 octobre 2024 ;

VU la demande de changement d'exploitant sollicitée par la société Boralex Repowering Ally Mercoeur pour ce parc le 10 novembre 2025 ;

VU le rapport du 17 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU la transmission du projet d'arrêté interpréfectoral au porteur de projet par courriel et par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 3 avril 2026 ;

VU les observations en date du 3 avril 2026 du porteur de projet en réponse à la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement: « Sont soumis aux dispositions du présent titre (...) d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (...) » ;

CONSIDÉRANT qu'il découle de l'alinéa 2 de l'article 1er de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que modifié par l'arrêté du 22 juin 2020 portant modification des prescriptions relatives aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment en ses articles 22 et 23, que les dossiers de demande d'autorisation environnementale portant sur des projets d'installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sont instruits au regard des dispositions en vigueur au moment de leur dépôt, notamment en ce qui concerne les règles de calcul du montant des garanties financières ;

CONSIDÉRANT que le seuil de 50 mégawatts pour les installations utilisant l'énergie mécanique du vent défini par l'article R. 311-2 du code de l'énergie n'est pas atteint par ce projet, l'installation est réputée autorisée au titre de l'article L. 311-6 du code de l'énergie ;

CONSIDÉRANT que les critères d'implantation des éoliennes permettent de réduire leur impact vis-à-vis des paysages ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des spécificités du contexte local, des dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux permettant d'éviter et de réduire l'impact sur le paysage, la biodiversité et l'eau sont mises en place pendant les phases de construction et de fonctionnement du parc ;

CONSIDÉRANT que le plan de bridage chiroptères mis en place à hauteur de nacelle au niveau des aérogénérateurs des zones Ouest (Rageade) et Est (Chazottes) du parc est de nature à prévenir tout impact significatif sur les chauves-souris en phase d'exploitation du parc ;

CONSIDÉRANT que le renforcement du suivi environnemental imposé à l'exploitant sur une période de 3 ans (suivi de mortalité couplé à un suivi d'activité pour l'avifaune et les chiroptères) est de nature à mesurer l'évolution de l'activité de l'avifaune et des chiroptères pour adapter les mesures de bridage et proposer des mesures correctives et complémentaires en cas d'impact avéré sur ces espèces ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement et de réduction prescrites pour la réalisation des travaux puis pour l'exploitation du parc sont de nature à prévenir tout risque suffisamment caractérisé sur la biodiversité et notamment sur les espèces protégées en vertu de l'article L. 411-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de parc éolien respecte la distance d'éloignement de 500 mètres entre les aérogénérateurs et les constructions à usage d'habitation, les immeubles habités ou les zones destinées à l'habitation définis dans les documents d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les mesures envisagées par l'exploitant, et notamment le plan de gestion acoustique par bridage en fonction des vitesses, des directions de vents, des périodes de la journée et de l'année, sont de nature à prévenir les nuisances sonores présentées par les installations pour les riverains proches. Le cas échéant, le plan de bridage acoustique sera adapté en fonction des mesures réalisées ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de mesures de précaution spécifiques lors de la réalisation des travaux est nécessaire afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique des cours d'eau ou des milieux aquatiques ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites sont de nature à prévenir les impacts sur les ressources en eau ;

CONSIDÉRANT ainsi que les modifications sollicitées ne sont pas substantielles et que les conditions d'aménagement et d'exploitation et les modalités d'implantation prévues dans le présent arrêté permettent de prévenir ou de limiter les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation environnementale pour les 7 éoliennes ainsi que les aménagements et équipements annexes, tels que les postes de livraison et les voies d'accès, sont réunies ;

SUR PROPOSITION de la secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire et du secrétaire général de la Préfecture du Cantal :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation environnementale

La société Boralex Repowering Ally Mercoeur se substitue à BORALEX VERSEILLES SAS dans l'intégralité des droits et obligations rattachés à l'autorisation d'exploiter le parc éolien sur les communes d'ALLY, de SAINT AUSTREMOINE et de RAGEADE.

ARTICLE 2 : Renumérotation des installations concernées par l'autorisation environnementale et déplacement du poste de livraison 4 (ex poste de livraison 1)

« L'article 1.3 Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale » de l'arrêté du 24 février 2023 est modifié comme suit :

Installations	Coordonnées des installations (WGS84)		Altitude (mètres NGF*)	Communes	Lieux-dits	Parcelle (N°, section)
	Longitude	Latitude				
E17 ex E01	3,287866	45,120254	1064	Rageade	Escramadis	ZH 1
E 18 ex E02	3,291894	45,121344	1096			ZH 2
E 19 ex E03	3,295785	45,122883	1107			ZH 5
E 20 ex E04	3,300581	45,124324	1100			ZH 18
E 21 ex E06	3,314554	45,125319	1042	Ally	/	D 508
E 22 ex E07	3,315209	45,122198	1035		La Pioulette	D 657
						D 656
E 23 ex E08	3,322347	45,120886	1032	Saint-Austremoine	Ley Liste	E 491
Poste de livraison 4 Ex PL1	3,324910	45,1257471	1041,8	Ally	Croncou	D 71
Poste de livraison 3 Ex PL2	3,314993	45,131373	1042	Ally	/	D 522

* source Modèle Numérique de Terrain 75 m de l'IGN

Le raccordement au réseau électrique s'effectuera, via un réseau enfoui en HTA, au niveau du poste source situé sur la commune de MAZEYRAT-D'ALLIER dans le département de la Haute-Loire.

L'annexe 1 du présent arrêté localise les composantes du parc autorisées (pistes à créer ou à renforcer, mâts, plates-formes, postes de livraison).

Afin de réduire les risques de collision ou d'effet barrière pour la faune volante, la garde au sol des éoliennes est au minimum de 30 mètres.

ARTICLE 3 : Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

« L'article 2.1 Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté du 24 février 2023 est modifié comme suit :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2980-1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	7 aérogénérateurs Hauteur de moyeu : 114 mètres au maximum Hauteur extrémité bout de pale : 180 mètres maximum Puissance maximale du parc : 33,6 MW

ARTICLE 4 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières mentionné à « l'article 2.2 Montant des garanties financières » de l'arrêté du 24 février 2023 a été recalculé avec les nouvelles puissances unitaires des éoliennes envisagées (4,8 MW).

Le montant recalculé s'élève dorénavant à 1 015 000€

Le reste de l'article 2.2 de l'arrêté du 24 février 2023 reste applicable.

ARTICLE 5 : Mesures spécifiques aux enjeux environnementaux en phase de travaux

« L'article 2.4.3. Phase du chantier et périodes à respecter » de l'arrêté du 24 février 2023 est modifié comme suit :

Le calendrier respecte les prescriptions suivantes :

➤ Les travaux de déboisement, y compris temporaires, et de défrichement (dont le dessouchage) sont réalisés sous le contrôle d'un écologue entre le 1er septembre et le 1er novembre selon une progression à l'avancée (pas de progression centripète), l'abattage d'arbres à gîte ne pouvant intervenir qu'entre le 15 septembre et le 1er novembre.

➤ Les autres travaux nécessaires à la construction du projet dont les travaux de terrassement (excavations, tranchées et aires de grutage), de création et d'aménagement des pistes d'accès sont réalisés dans la mesure du possible dans la continuité des travaux de défrichement et de déboisement. Un écologue devra s'assurer de l'absence d'espèces protégées après toute reprise des travaux suivant un arrêt de 10 jours au plus. Les travaux de terrassement susceptibles de créer des milieux humides attractifs pour les amphibiens sont réalisés dans la mesure du possible en **dehors de la période du 1er mars au 1er juin.**

Toute intervention non conforme à ces prescriptions ne pourra être effectuée qu'après accord écrit de la DREAL, basé sur un porter-à-connaissance justificatif de l'écologue démontrant l'absence d'impact supplémentaire significatif d'une éventuelle modification.

Les travaux de défrichement pourront se poursuivre après le 1er novembre après accord écrit de la DREAL basé sur un mémoire justificatif de l'écologue.

ARTICLE 6 : Mise en place d'un bridage en faveur de l'avifaune

« L'article 2.5.3. Mise en place d'un bridage en faveur de l'avifaune » de l'arrêté du 24 février 2023 est modifié comme suit :

L'exploitant met en œuvre, dès la mise en service industrielle du parc éolien, un système de détection de l'avifaune (SDA) capable de réguler le fonctionnement des aérogénérateurs en cas de détection du/des spécimen(s) d'espèce protégée dite cible.

Étant donné que la quasi-totalité des oiseaux de grande et de moyenne taille présents sur les secteurs sont protégés, le dispositif est paramétré pour repérer et protéger les grands voiliers (grues, cigognes, etc.), les grands rapaces (aigles, vautour), les rapaces moyens (milan royal, buse variable, busard Saint-Martin). Si le suivi de la mortalité démontre des effets sur d'autres espèces de rapaces d'envergure suffisante pour être ciblé par le système de détection, l'exploitant proposera une évolution du paramétrage initial du système, permettant de les repérer et de les protéger.

Le système de détection devra être en mesure de repérer ces individus, à 360° autour des éoliennes et à une distance suffisante pour permettre la régulation de la vitesse de rotation du rotor concerné avant tout risque d'entrée en collision de l'oiseau avec les pâles. La mise en place de la régulation doit permettre de diminuer rapidement et fortement la vitesse de rotation du rotor (mise en drapeau) lorsqu'un individu de l'espèce cible à protéger fait l'objet d'une détection à proximité de l'un d'entre eux. Ce système est opérationnel tout au long de l'année.

L'exploitant définit la distance minimale de détection, la distance à partir de laquelle la régulation doit être activée (« zone à risque »), et la durée de régulation correspondante. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la solution technique et du paramétrage initial retenus (le paramétrage initial est celui défini dans le dossier de porter à connaissance en date du 16 décembre 2022 susvisé).

Dans l'année suivant la mise en service du SDA, l'exploitant met en œuvre des tests de fonctionnement de celui-ci, par drone ou par toute autre méthode dûment argumentée, permettant de comparer les résultats obtenus avec les distances de détection annoncées, d'évaluer la réactivité de la mesure de régulation mise en œuvre et de vérifier que le paramétrage adopté sur le parc est en adéquation avec les distances de détection préconisées pour une maîtrise des risques optimale vis-à-vis des espèces cibles à protéger.

L'exploitant met en œuvre les activités d'entretien et de maintenance préconisées par le fournisseur du système et les consigne dans le registre prévu à l'article 19 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

L'exploitant met en œuvre l'organisation et les alertes lui permettant d'être informé de toute défaillance d'un équipement nécessaire à la réalisation de la régulation telle que décrite **au premier paragraphe** du présent article. En cas d'indisponibilité d'un tel équipement, l'exploitant dispose d'un délai de 72 heures à compter de l'apparition de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, passé ce délai, le ou les aérogénérateur(s) concerné(s) par cette indisponibilité est (sont) mis à l'arrêt 30 minutes avant l'heure officielle de lever du soleil jusqu'à 30 minutes après l'heure officielle de coucher du soleil, jusqu'à ce que le système soit de nouveau opérationnel. Information en est donnée à l'inspection des installations classées.

Les périodes d'indisponibilité du système sont consignées dans le registre susmentionné.

L'exploitant réalise un bilan annuel des défaillances survenues en précisant notamment le type de défaillance, la date de la défaillance, le type de mesures correctives et/ou préventives mises en place, le délai de réparation, le délai d'information à l'inspection des installations classées.

Ces bilans sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées qui peut en recevoir une copie sur simple demande.

En cas d'alerte de collision transmise par le SDA, l'exploitant déclenche dans les meilleurs délais la recherche du cadavre en lien avec un prestataire écologue compétent qu'il aura préalablement désigné. Cette recherche doit être réalisée dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre. Le cas échéant – selon les modalités précisées à « l'article 2.7.4 Actions correctrices » de l'arrêté du 24 février 2023. L'ensemble de ces mortalités sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 : Plan de protection du busard Saint-Martin et du busard cendré

« L'article 2.6.2. Plan de protection du busard Saint-Martin » est renommé « 2.6.2. Plan de protection du busard Saint-Martin et du busard cendré » et modifié comme suit :

Un protocole annuel de recherche de nichées à proximité du parc éolien sera mis en place et ce dès le printemps précédent le démarrage du chantier du parc éolien. Ce protocole de recherche de nids permettra de préserver et d'améliorer la situation de reproduction de ces espèces localement très exposées aux évolutions des pratiques agricoles, et de mettre en place les mesures appropriées. La mesure consiste à faire intervenir des ornithologues issus d'associations naturalistes ou de bureaux d'études locaux formés et expérimentés à ce type de mesure afin :

- d'identifier et de localiser les zones de reproduction des busards dans les parcelles agricoles exploitées dans un rayon d'environ 3 kilomètres autour du projet de renouvellement du parc éolien d'Ally-Mercoeur ;

- d'évaluer le stade d'avancement de la nichée pour retenir le meilleur moment pour intervenir en fonction des risques de perturbation (privilégier d'intervenir lorsque tous les œufs sont éclos) mais aussi des dates prévisibles d'intervention de l'agriculteur ;

- d'identifier l'agriculteur exploitant la parcelle pour lui demander l'autorisation de baliser la zone pour qu'il l'évite lors des travaux agricoles (fauche, moissons) ;

- de mettre en place un « carré grillagé » idéalement de 5X5 m autour du nid, en respectant les précautions essentielles vis-à-vis des effets de dérangement de l'opération et en limitant au maximum de laisser un passage dans les cultures et prairies (prédateurs) ;

- de suivre le retour d'alimentation du couple jusqu'à l'envol des jeunes et de récupérer les éléments du carré grillagé.

La localisation de la mesure peut évoluer chaque année en fonction de l'évolution de la localisation des zones de reproduction des busards. La mesure est centrée sur un rayon d'action de 3 km autour du parc éolien qui concentre la majeure partie de l'activité de chasse des couples dans l'entourage du nid.

La mesure sera engagée tous les ans pendant la durée d'exploitation du parc éolien.

Un bilan annuel sera transmis chaque année à l'inspection des installations classées de la DREAL.

ARTICLE 8 : Suivi de mortalité des chiroptères et de l'avifaune

« L'article 2.7.2.2 Suivi de mortalité des chiroptères et de l'avifaune » de l'arrêté du 24 février 2023 est modifié comme suit :

Lors de la première année d'exploitation du parc éolien, l'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs, conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé.

Les **7 éoliennes du parc** sont suivies de la même manière. Le nombre de visites est au minimum celui proposé dans le dossier de demande, soit **65 visites réparties** de la façon suivante :

Nº se m.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52
Nb vis ite (s)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1		

La méthodologie pour la réalisation des visites est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, excepté pour les visites des semaines 1 à 8 et 47 à 52 pour lesquelles une méthodologie de prospection allégée est acceptée (visites dédiées à la recherche de cadavres de rapaces hivernants).

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé, **ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives**. En l'absence d'impact significatif, ce suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle est mis en œuvre sur 2 aérogénérateurs, choisis de manière à disposer de machines représentatives en termes d'environnement, végétation, etc. Le premier suivi d'activité est mis en œuvre sur une année civile complète pour confirmer l'absence d'activité entre novembre et mars.

À l'issue du premier suivi environnemental, les paramètres du plan de bridage chiroptère, défini à l'article 2.5.2 de l'arrêté du 24 février 2023, sont adaptés de manière à couvrir au minimum 90 % de l'activité par familles de chiroptères présentant les mêmes caractéristiques de vol pour chaque sous-période considérée. Pour tout renforcement nécessaire (période plus importante, ajout de période, augmentation de la vitesse de vent ou abaissement de la température), l'exploitant met en œuvre ces modifications tout en informant dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées.

Pour tout assouplissement des paramètres fixés (réduction des périodes, de la vitesse de vent et/ou augmentation de la température) ou projet de mise en place d'un bridage dynamique, les nouvelles modalités de bridage envisagées par l'exploitant et dûment justifiées sont soumises à la validation préalable de l'inspection des installations classées.

Lors de la **deuxième et troisième année d'exploitation** du parc éolien, un suivi allégé de **52 visites ciblées sur les rapaces** sera effectué, à raison d'une visite par semaine pendant toute l'année.

ARTICLE 9 : Suivi de l'activité de l'avifaune

« L'article 2.7.2.4 Suivi de l'activité de l'avifaune » de l'arrêté du 24 février 2023 est complété comme suit :

Suivi comportemental des passereaux sensibles à l'éolien :

- Suivi de la pie-grièche :

L'exploitant met en œuvre un suivi comportemental de la pie-grièche grise dans sa zone de présence identifiée, comprenant a minima :

- 2 journées d'observation entre mars et mi-avril pendant l'installation des couples reproducteurs ;
- 2 journées d'observation entre mi-mai et fin juin pendant le nourrissage des jeunes.

Ce suivi **n'est pas mutualisable avec le suivi comportemental de l'alouette lulu** (périmètre de recherche différent).

- Suivi de l'alouette lulu :

L'exploitant met en œuvre un suivi comportemental de l'alouette lulu au niveau des éoliennes qui ont un rotor qui survole des haies et des arbustes, comprenant a minima une journée d'observation par mois entre mars et juillet compris.

Ce suivi réalisé **n'est pas mutualisable avec le suivi comportemental de la pie-grièche grise** (périmètre de recherche différent).

ARTICLE 10 : Suivi spécifique du milan royal et autres rapaces en phases travaux

« L'article 2.7.2.4. I. Suivi spécifique du milan royal et autres rapaces en phases travaux » est modifié comme suit :

Des visites de contrôle et d'actualisation de la connaissance seront effectuées au début de toute période de reproduction des oiseaux concernée par une phase de travaux.

Un **suivi de chantier spécifique** ciblant notamment le **milan royal** est effectué pendant la période de reproduction de **mi-février à mi-août, si cette période n'a pu être évitée pour les travaux** en raison des conditions climatiques (zone de montagne), à raison de **7 passages a minima** durant cette période.

La DREAL devra être alertée en cas de découverte d'installation d'une espèce à enjeu susceptible d'être impactée par le chantier et celui-ci devra être adapté de manière à éviter tout impact sur la reproduction. Les adaptations devront être validées par écrit par la DREAL sur la base des propositions du bénéficiaire.

ARTICLE 11 : Maîtrise des risques d'incendie

« L'article 2.8.4 Maîtrise des risques d'incendie » est complété de la manière suivante :

- un moyen d'alerte des services de secours en cas de sinistre est disponible sur site ;
- des clefs d'accès dans l'éolienne seront disponibles dans une boîte à clefs installée en façade avec ouverture par un triangle femelle ;
- deux extincteurs seront présents au sommet et au pied de l'aérogénérateur ;
- un affichage des consignes de sécurité et du plan d'implantation de l'ensemble du site seront présents sur chaque aérogénérateur, poste de livraison et transformateur ;
- les postes de livraison et les transformateurs situés en dehors des mâts des aérogénérateurs seront isolés par des parois CF 2H.

ARTICLE 12 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la Cour administrative d'appel de Lyon :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairies dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 4° du même article. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le même délai de deux mois.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement)

La Cour administrative d'appel peut être saisie d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 13 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée aux mairies d'Ally (43), de Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Ally (43), de Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15), pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Préfecture de la Haute-Loire;

3° L'arrêté est publié sur les sites internet de la Préfecture de la Haute-Loire et de la Préfecture du Cantal, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 14 : Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Haute-Loire, le secrétaire général de la Préfecture du Cantal, le sous-préfet de Brioude, le sous-préfet de Saint-Flour, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, le directeur départemental des territoires de la Haute-Loire, le directeur départemental des territoires du Cantal, les maires des communes d'Ally (43), de Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes d'Ally (43), de Saint-Austremoine (43) et de Rageade (15), ainsi qu'à la société **Boralex Repowering Ally Mercoeur**, bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

Le Puy-en-Velay, le - 8 AVR. 2026

Aurillac, le 08 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Hervé DEMAI

ANNEXE 1

Implantation et accès à créer ou à renforcer

*

